# PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE D'INSTALLATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le vingt-neuf du mois de Septembre à vingt heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de TERVAL, dûment convoqué par le Maire de TERVAL s'est assemblé en conseil municipal à l'Espace Concordia de LA TARDIERE - Commune de Terval, sous la présidence de Monsieur Damien CRABEIL, Maire.

Date de convocation : 23 Septembre 2026

**Présents** : CRABEIL Damien – TURPAULT Jean-Marie – BETARD Nathalie - TURPEAU Stéphane – LOISEAU Sabrina - VERDON Olivier – LOCHEREAU Fabrice – GERBAUD Claude - LIAIGRE Gérard - BARREAU Eliane - CHAMBRIER-GASPARD Gaëdic - RASSINOUX Fatima - METAY Fabien - AUBINEAU Marielle - AUGUIN Alexis - GROLLEAU Agnès – BESSON Simon - BAUDOUIN Jade – BOISSON Arthur formant la majorité des membres en exercice.

**Absents excusés** :

GUILLOTON Corine représentée par LOISEAU Sabrina
SOULLARD Adèle représentée par CHAMBRIER-GASPARD Gaëdic
BECHETOILLE-SAUZEREAU Maguy représentée par GERBAUD Claude
LERAY Elisabeth

**Secrétaire** : Fabien METAY

*Lesquels forment une majorité des membres en exercice.*

**Ordre du jour** :

1. **Décisions prises dans le mois**

**Ressources Humaines :**

2. **Augmentation du temps de travail annualisé de la Directrice d'Accueil Périscolaire « adjoint territorial d'animation »**

**Finances :**

3. **Compte 6232 – fixation des dépenses autorisées**
4. **Taxe sur la vacance des locaux d'habitation :**
   - **institution de la taxe sur la commune de TERVAL**
   - **fixation du taux**
5. **Remboursement à un élu des frais de matériel**

**Voirie :**

6. **Régularisation sur l'acquisition et la vente de parcelles communales au village de la « Vieille Grange » à La Tardière**
7. **Acquisition d'une parcelle B2478 « Rue du Pluet » à Breuil-Barret pour l'alignement d'une voie**

**Affaires générales :**

8. **Accompagnement à l'élaboration du Schéma Communal de Défense Extérieure contre l'Incendie (SCDECI)**
9. **Création des futurs lotissements de la commune de TERVAL**

10. **Présentation du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM)**
11. **Approbation du Plan Communal de Sauvegarde de TERVAL**
12. **Questions diverses**

Le Conseil adopte le procès-verbal de la séance du 28 Juillet 2026 des membres présents.

## 1) Décisions prises dans le mois

Devis validés dans le mois :

- OUEST OCCASION – chariot vaisselle – Rest. Scolaire LT ..... 232.80 € TTC
- MATEXA – vaisselle – Rest. Scolaire LT ..... 540.17 € TTC
- POLLET – matériels entretien et aspirateur – Rest. Scolaire LT ..... 946.56 € TTC
- GEO VENDEE – mis à jour application métier ..... 240.00 € TTC
- COURILLEAU PNEUS – changement pneus tracteur BB ..... 453.60 € TTC
- TEDELEC – écran vidéoprojecteur – salle Marronniers CAL..... 2 668.92 € TTC
- POLLET – chariots et matériels ménage – bâtiments LT ..... 1 388.29 € TTC
- PRO BUREAU – vêtements de travail ST (tee-shirt/casquettes) ..... 418.80 € TTC
- SIGNAUX GIROD – panneaux (la Brossardière LT / voie verte BB) .. 2 893.82 € TTC
- CHT LOCATION VAISSELLE – CCAS location vaisselle goûter ..... 150.48 € TTC
- PF GENDRILLON – publication décès J. ALBERT ..... 160.73 € TTC
- CITROEN CDA- remplacement vitres et nouvelles clés – Citroën BB .... 461.48 € TTC
- SERRURERIE LUCONNAISE – changement poignée Ostarderia..... 129.60 € TTC
- ERCO – casiers lave-vaisselle – Rest. Scolaire LT ..... 75.36 € TTC
- MOB MOB – chaises + embouts piètements – Rest Scolaire LT ..... 4 792.10 € TTC
- BRICO PRO – réparation autolaveuse CAL ..... 128.10 € TTC

Monsieur le Maire présente les droits de préemption urbain déposés pour les mois de juin et juillet. Il signale qu'il n'y a pas eu lieu de préempter.

## 2) Augmentation du temps de travail annualisé de la Directrice d'accueil périscolaire « adjoint territorial d'animation »

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L332-23-2° ;

Vu le code général de la fonction publique, et notamment, l'article L313-1 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérante de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu la délibération n° 2023-09-D101 du conseil municipal en date du 26/09/2023 décidant la modification du temps de travail de 14.517 heures à 15 heures par semaine du poste d'animation.

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre les avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en non permanents ;

Considérant que l'agent nommé sur cet emploi est un agent communal également nommé sur la Communauté de communes du Pays de la Châtaigneraie ;

Considérant la demande de l'agent à la commune de Terval d'augmenter le temps de travail à raison de 2 heures hebdomadaire en période scolaire ;

Le Conseil a décidé à l'unanimité des membres présents et représentés :

De modifier, à compter du 1er septembre 2026, l'emploi permanent tel que détaillé ci-dessous :

| Filière | Grade | Cat | Emploi | ETP | Temps de travail effectif hebdo | Permanent/ non permanent |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Anim. | Adjoint d'animation | C | Directrice accueil périscolaire | 0.45 | 15,80 | permanent |

, étant précisé :

- que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent en poste sont inscrits au budget primitif 2026 ;
- que l'avis du Comité Social Territorial n'a pas été sollicité s'agissant d'une modification de la durée hebdomadaire de travail inférieur à 10,00 %
- que le présent poste sera inscrit au titre de la mise à jour du tableau des effectifs actée lors d'une délibération subséquente du Conseil municipal
- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer tous actes y afférents.

Les conclusions du rapport mis aux voies donnent les résultats suivants :

✓ ***VOTE***

| ***Conseillers*** | ***nombre*** | **vote** | ***nombre*** |
|---|---|---|---|
| *en exercice* | *23* | **POUR** | *22* |
| *présents* | *19* | **CONTRE** | *00* |
| *procuration* | *03* | **ABSTENTION *** | *00* |
| *pris part au vote* | *22* | **TOTAL** | *22* |

## 3) Compte 6232 – fixation des dépenses autorisées

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
Vu l'article 1617-19 du CGCT ;
Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022, repris en annexe 1 du CGCT ;

Le Maire, expose :

La réglementation de la comptabilité publique et notamment le décret du 2012-1246 du 7 novembre 2012 marque la séparation de l'ordonnateur et du comptable ;

Le comptable est seul chargé de la vérification de la correcte imputation de la dépense ;

Le décret 2022-1605 du 22 décembre 2022, ne fixe pas précisément les pièces justificatives relatives à une imputation de dépenses au compte 6232 « Fêtes et cérémonies » ;

Néanmoins, le comptable doit s'assurer de l'exacte imputation de la dépense, au regard de la nomenclature des comptes mais aussi au regard du budget d'imputation. La dépense doit donc revêtir un caractère communal pour pouvoir être prise en compte par le budget de la collectivité.

A cet effet, une délibération doit préciser les dépenses, relevant des Fêtes et cérémonies, que le conseil municipal entend faire supporter à la collectivité.

C'est pourquoi, il propose que soient prises en charges, au compte 6232, les dépenses suivantes :

- en général, l'ensemble des biens, services, objets et denrées divers ayant trait aux fêtes, cérémonies, manifestations culturelles/touristiques tels que, par exemple, les décorations culturelles/touristiques, les décorations et sapin de noël, les cadeaux et jouets, divers prestations et cocktails servis lors de cérémonies ou réceptions officielles et inaugurations, feux d'artifice, locations chapiteaux et matériels festifs, pose et dépose décorations festives ;
- les fleurs, bouquets, gravures, médailles, coupes et autres présents offerts à l'occasion de divers événements et notamment lors des mariages, décès, naissances, départs en retraite, départs, récompenses sportives, culturelles ou lors de réceptions officielles ;
- annonces obsèques dans le journal ;
- le règlement de facture de sociétés et troupes de spectacles et autres frais liés à leurs prestations ou contrats ;
- les frais de restauration des élus ou employés municipaux liés aux actions communales ou à l'occasion d'événements ponctuels ;
- les dépenses liées à l'achat de denrées et petites fournitures pour l'organisation de réunions ou d'ateliers ou de manifestations.

Les conclusions du rapport mis aux voies donnent les résultats suivants :

✓ ***VOTE***

| ***Conseillers*** | ***nombre*** | **vote** | ***nombre*** |
|---|---|---|---|
| *en exercice* | *23* | **POUR** | *22* |
| *présents* | *19* | **CONTRE** | *00* |
| *procuration* | *03* | **ABSTENTION** | *00* |
| *pris part au vote* | *22* | **TOTAL** | *22* |

## *4) Institution de la Taxe sur la vacance des locaux d'habitation :*

Le Maire de Terval expose les dispositions de l'article 1406 bis du code général des impôts permettant au conseil municipal d'instituer la taxe sur la vacance des locaux d'habitation.
Il rappelle les conditions d'assujettissement des locaux et les critères d'appréciation de la vacance et précise qu'en cas d'imposition erronée, les dégrèvements en résultant sont à la charge de la commune.

**Considérant** que la lutte contre la vacance des logements constitue un enjeu majeur de revitalisation du centre-ville et de dynamisation du marché immobilier local ;

**Vu** l'article 1406 bis du code général des impôts ;

Il est proposé au Conseil :
- **D'instituer** la taxe sur la vacance des locaux d'habitation.
- **DE charger** le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à adopté à l'unanimité, la proposition ci-dessus.

Les conclusions du rapport mis aux voies donnent les résultats suivants :

✓ ***VOTE***

| ***Conseillers*** | ***nombre*** | **vote** | ***nombre*** |
|---|---|---|---|
| *en exercice* | *23* | **POUR** | *22* |
| *présents* | *19* | **CONTRE** | *00* |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *procuration* | *03* | **ABSTENTION** | *00* |
| *pris part au vote* | *22* | **TOTAL** | *22* |

## 5) Remboursement à un élu des frais de matériel

Stéphane TURPEAU sort de la salle et ne participe pas au vote

Monsieur le Maire explique que le responsable de la commission associations, TURPEAU Stéphane a été contraint de régler les achats suivants avec ces deniers personnels dans le cadre des missions qui lui sont confiés par la municipalité :

- Tickets n°4891104-10132184 du 09/09/2026 d'un montant de 161.70 € TTC
- Tickets n°4434101-11321067 du 10/09/2026 d'un montant de 107.80 € TTC

Monsieur le Maire propose que la somme globale de 269.50 € TTC (tables hautes pour salle Ostarderia) soit remboursée à M. TURPEAU Stéphane.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré sur présentation du ticket de caisse, et à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** le remboursement de la somme de 269.50 € TTC avancée par M. TURPEAU Stéphane
- **AUTORISE** M. le Maire à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

Les conclusions du rapport mis aux voies donnent les résultats suivants :

✓ ***VOTE***

| ***Conseillers*** | ***nombre*** | **vote** | ***nombre*** |
|---|---|---|---|
| *en exercice* | *23* | **POUR** | *22* |
| *présents* | *19* | **CONTRE** | *00* |
| *procuration* | *03* | **ABSTENTION** | *00* |
| *pris part au vote* | *22* | **TOTAL** | *22* |

## 6) Régularisation sur l'acquisition et la vente de parcelles communales au village de la « Vieille Grange » à La Tardière

- **Vente à M. et Mme NIVAULT**

Monsieur le Maire signale au Conseil, que Madame et Monsieur Marie-Claude et Marc NIVAULT, ont demandé à la Commune d'acheter une parcelle communale, située à La Vieille Grange. Ladite parcelle est cadastrée comme suit :

- 289 D 1694, d'une superficie de 112 m²

Après discussion, le Conseil Municipal à l'unanimité :

➢ **DECIDE** du déclassement de la parcelle cadastrée 289 D 1694 ; cette parcelle ne sera plus affectée à l'usage du public ou à un service public.

➢ **ACCEPTE** de vendre la parcelle :

- 289 D 1694, d'une superficie de 112 m² à Madame et Monsieur Marie-Claude et Marc NIVAULT au prix de 1€ le m² et les frais de notaires et géomètres à la charge de l'acquéreur.

➢ **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer tous les documents se rapportant à cette délibération.

- **Vente à M. et Mme MOUSSEAU**

Monsieur le Maire signale au Conseil, que Madame et Monsieur Annette et Joël MOUSSEAU ont demandé à la Commune d'acheter des parcelles communales, situées à La Vieille Grange. Lesdites parcelles sont cadastrées comme suit :

- 289 D 1693, d'une superficie de 534 m²
- 289 D 1695, d'une superficie de 455 m²

Après discussion, le Conseil Municipal à l'unanimité :

➢ **DECIDE** du déclassement des parcelles cadastrées 289 D 1693 – 289 D 1695 ; ces parcelles ne seront plus affectées à l'usage du public ou à un service public.

➢ **ACCEPTE** de vendre les parcelles cadastrées à Mme et M. MOUSSEAU :

- 289 D 1693, d'une superficie de 534 m²
- 289 D 1695, d'une superficie de 455 m² à Madame et Monsieur Annette et Joël MOUSSEAU au prix de 1€ le m² et les frais de notaires et géomètres à la charge de l'acquéreur.

➢ **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer tous les documents se rapportant à cette délibération.

- **Acquisition à M. et Mme MOUSSEAU**

Monsieur le Maire signale au Conseil, que pour régulariser le dossier de la route du virage menant à La Vieille Grange, il y a lieu d'acquérir la parcelle cadastrée 289 D 1702 (anciennement D1202p), d'une superficie de 591 m², à Madame et Monsieur Coralie et Thomas MOUSSEAU ;

Après discussion, le Conseil Municipal à l'unanimité :

➢ **DECIDE** d'acquérir la parcelle cadastrée 289 D 1702 (anciennement D1202p), d'une superficie de 591 m².
Cette parcelle sera désormais affectée à l'usage du public ou à un service public.

➢ **ACCEPTE** d'acquérir la parcelle cadastrée 289 D 1702 (anciennement D1202p), d'une superficie de 591 m² au prix de 1€ le m² et les frais de notaires et géomètres à la charge de l'acquéreur.

➢ **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer tous les documents se rapportant à cette délibération.

Les conclusions du rapport mis aux voies donnent les résultats suivants :

✓ ***VOTE***

| ***Conseillers*** | ***nombre*** | **vote** | ***nombre*** |
|---|---|---|---|
| *en exercice* | *23* | **POUR** | *22* |
| *présents* | *19* | **CONTRE** | *00* |
| *procuration* | *03* | **ABSTENTION** | *00* |
| *pris part au vote* | *22* | **TOTAL** | *22* |

## 7) Acquisition d'une parcelle B2478 « rue du Pluet » à Breuil-Barret pour l'alignement d'une voie

**Acquisition à Consorts DELHOMME Simone**

Monsieur le Maire signale au Conseil, que pour régulariser l'alignement de la route « Rue du Pluet », il y a lieu d'acquérir la parcelle cadastrée 037 B 2478, d'une superficie de 36 m², à Consorts DELHOMME Simone ;

Après discussion, le Conseil Municipal à l'unanimité :

➢ **DECIDE** d'acquérir la parcelle cadastrée 037 B 2478, d'une superficie de 36 m². Cette parcelle sera désormais affectée à l'usage du public ou à un service public.

➢ **ACCEPTE** d'acquérir la parcelle cadastrée 037 B 2478, d'une superficie de 36 m² au prix de l'Euro symbolique sans frais d'actes notariés.

➢ **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer tous les documents se rapportant à cette délibération.

Les conclusions du rapport mis aux voies donnent les résultats suivants :

✓ ***VOTE***

| ***Conseillers*** | ***nombre*** | **vote** | ***nombre*** |
|---|---|---|---|
| *en exercice* | *23* | **POUR** | *22* |
| *présents* | *19* | **CONTRE** | *00* |
| *procuration* | *03* | **ABSTENTION** | *00* |
| *pris part au vote* | *22* | **TOTAL** | *22* |

## 8) Accompagnement à l'élaboration du Schéma Communal de Défense Extérieure contre l'Incendie (SCDECI)

Depuis juin 2023, l'Association des Maires et Présidents de Communautés de Vendée (AMPCV), le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Vendée (SDIS 85) et Vendée Eau se sont associés pour mettre en place une cellule d'appui partenariale.

Ce dispositif inédit a pour objectif d'accompagner les communes dans l'élaboration du Schéma Communal de Défense Extérieure Contre l'Incendie (SCDECI).

Cette démarche mutualisée vise un double objectif : optimiser la couverture incendie de vos territoires et répondre aux enjeux cruciaux de sécurité des personnes et des biens, mis en exergue par les récents épisodes de sécheresse et d'incendie.

VU les informations présentées par Monsieur le Maire, ci-dessus.

L'assemblée, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **Approuve** l'adhésion au dispositif de partenariat mis en place par l'AMPCV, le SDIS 85 et Vendée Eau pour l'élaboration d'un schéma communal de Défense Extérieure Contre l'Incendie (SCDECI) ;

- **D'inscrire** au budget la somme prévisionnelle de 1900.00 € pour l'élaboration du SCDECI à l'AMPCV

- **Autorise** le Maire ou son représentant à signer tous les documents se rapportant à cette délibération.

Les conclusions du rapport mis aux voies donnent les résultats suivants :

✓ ***VOTE***

| ***Conseillers*** | ***nombre*** | **vote** | ***nombre*** |
|---|---|---|---|
| *en exercice* | *23* | **POUR** | *22* |
| *présents* | *19* | **CONTRE** | *00* |
| *procuration* | *03* | **ABSTENTION** | *00* |
| *pris part au vote* | *22* | **TOTAL** | *22* |

## 9) Création des futurs lotissements de la commune de TERVAL

Point ajourné

Les conclusions du rapport mis aux voies donnent les résultats suivants :

✓ ***VOTE***

| ***Conseillers*** | ***nombre*** | **vote** | ***nombre*** |
|---|---|---|---|
| *en exercice* | *23* | **POUR** | |
| *présents* | | **CONTRE** | |
| *procuration* | | **ABSTENTION** | |
| *pris part au vote* | | **TOTAL** | |

## 10) Présentation du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM)

Le document d'information communal sur les risques majeurs recense les mesures de sauvegarde répondant aux risques naturels et technologiques majeurs sur le territoire de la commune.

Le contenu réglementaire :

Le contenu réglementaire du DICRIM est déterminé par les articles R.125-9 à R.125-22 du code de l'environnement et par la circulaire du 20 juin 2005.

L'objectif de l'information préventive est de rendre le citoyen conscient des risques majeurs auxquels il peut être exposé. Informer sur les phénomènes, leurs conséquences et les mesures pour s'en protéger et en réduire les dommages, et être ainsi moins vulnérable.

Le DICRIM est librement consultable en mairie ou sur son site internet. La consultation ne fait l'objet d'aucune justification ni de redevance de la part de la commune.

Le conseil municipal est invité à procéder à l'approbation de ce document.

L'assemblée, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **Approuve** le document du DICRIM ;

Les conclusions du rapport mis aux voies donnent les résultats suivants :

✓ ***VOTE***

| ***Conseillers*** | ***nombre*** | **vote** | ***nombre*** |
|---|---|---|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| *en exercice* | *23* | **POUR** | *22* |
| *présents* | *19* | **CONTRE** | *00* |
| *procuration* | *03* | **ABSTENTION** | *00* |
| *pris part au vote* | *22* | **TOTAL** | *22* |

## 11) Approbation du Plan Communal de Sauvegarde de TERVAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2121-29 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2212-4 relatif aux pouvoirs de police du Maire ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et son article L.731-3 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;

Vu le décret n°2005-1156 du 13/09/2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde et modifiant le code la Sauvegarde intérieure ;

Vu le décret n°2022-907 du 20 juin 2022 relatif au Plan Communal de Sauvegarde et modifiant le code la Sauvegarde intérieure ;

Vu le décret n° 2022-1532 du 8 décembre 2022 relatif aux modalités d'organisation des exercices des plans communaux et intercommunaux de sauvegarde ;

Vu le projet de Plan Communal de Sauvegarde de Terval, annexé à la présente délibération ;

Considérant que la Commune de Terval est susceptible d'être exposée à des risques particuliers de sécurité civile ;

Considérant qu'il appartient au Maire de prévoir, d'organiser et de structurer l'action communale en cas de crise, afin de prendre d'urgence toutes les mesures utiles en vue de sauvegarder la population, d'assurer la sécurité et la salubrité publiques et de limiter les conséquences des événements graves et susceptibles de se produire sur le territoire de la Commune.

Monsieur le Maire expose :

- Le PCS est un document opérationnel qui définit l'organisation et la mise en œuvre des moyens (humains et matériels) prévues par la Commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques majeurs connus. Il s'articule avec les plans Organisation de la Réponse de Sécurité Civile (O.R.S.E.C) de protection générale des populations.

- Le Maire met en œuvre le PCS sur le territoire de sa commune.

- Le PCS de Terval est composé de 5 parties qui ont pour objectif de permettre au Maire et ses équipes de gérer du mieux possible la survenue d'un risque sur le territoire. Ces différentes parties reprennent les points essentiels afin d'assurer la gestion d'une crise à l'échelle de la Commune :
  I. ALEAS ENJEUX
  II. ORGANISATION DE CRISE
  III. STRATEGIES D'ACTION
  IV. ANNUAIRE DE CRISE
  V. CADRE JURIDIQUE

- Le PCS devra être révisé régulièrement afin de rester opérationnel.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **VALIDE** le Plan Communal de Sauvegarde ;

Les conclusions du rapport mis aux voies donnent les résultats suivants :

✓ ***VOTE***

| ***Conseillers*** | ***nombre*** | **vote** | ***nombre*** |
|---|---|---|---|
| *en exercice* | *23* | **POUR** | *22* |
| *présents* | *19* | **CONTRE** | *00* |
| *procuration* | *03* | **ABSTENTION** | *00* |
| *pris part au vote* | *22* | **TOTAL** | *22* |

## 12) Questions diverses

A Terval, le 29.09.2026

Le Maire,
Damien CRABEIL

MAIRIE DE TERVAL
85120 (Vendée)
R.F.

Le Secrétaire de Séance,
Fabien METAY